

YVELINES

LES UNIVERSITÉS DES MAIRIES, UN “TEMPS D'ÉCHANGES POUR SE CONSACRER À L'ACTION PUBLIQUE”

La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, est venue à la rencontre des édiles lors des Universités des mairies de l'Ouest francilien.

Les Universités des mairies de l'Ouest parisien, grand-rendez-vous annuel, sont l'occasion pour les élus de se former et de s'informer sur tous les sujets utiles à l'exercice de leur mandat. Décarbonation, numérique, habitat indigne, sport, gestion de crise... Plus d'une vingtaine de conférences étaient au programme, avec quelque 70 intervenants experts.

“Dès aujourd'hui, il nous faut préparer l'avenir et oser des projets, des aménagements, des investissements, que nous soyons élus, cadres ou agents territoriaux, nous devons faire preuve de d'imagination, de pragmatisme et de sens du service public”, avaient indiqué en préambule Pierre Fond, président de l'Union des maires des Yvelines, et Jacques Kossowski, président de l'Association des maires des Hauts-de-Seine.



Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale, députée des Yvelines.

Un temps d'échanges au-delà des clivages

Parmi les 1 800 participants enregistrés cette année, le salon a accueilli Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale. L'élue a parcouru les allées et

rencontré notamment les forces de l'ordre, ainsi que les services de sécurité du territoire. “Ce congrès annuel est un moment de rencontres, un temps d'échanges qui permet, au-delà des clivages, de

se concentrer collectivement sur l'essentiel, l'action publique”, a-t-elle souligné, avant de remercier Pierre Fond, Jacques Kossowski et les élus présents pour leur accueil chaleureux.



Le salon, organisé aux Pyramides de Port-Marly, a fait le plein.

“Je m’insurge contre les députés hors-sol. Je suis présente parce que je suis députée des Yvelines. Je viens tous les ans à ce salon, je suis également élue au conseil municipal du Vésinet”, a-t-elle indiqué lors d’une intervention sur le plateau du salon, organisé par TV 78.

“Le monde est de plus en plus instable, avec de très nombreuses crises, qu’elles soient internationales, migratoires, de santé publique. Ces crises mettent à mal et fragilisent nos démocraties”, a-t-elle déploré.

Pour la députée, “il faut en prendre soin et avoir toujours à l’esprit que les choses peuvent évoluer, dans le bon sens, mais aussi dans le mauvais sens”. “Il nous revient à nous, responsables publics, d’en avoir conscience, et, au-delà, d’agir. Mais aussi de faire en sorte que les citoyens se rendent compte que

c’est un bien précieux dont il faut prendre soin”, a-t-elle ajouté.

Relancer la participation directe

Yaël Braun-Pivet se dit convaincue que les Français sont très attachés à la démocratie représentative, telle qu’elle s’exerce à l’Assemblée nationale et au Sénat, et qu’il faut la revivifier. Mais l’élue estime que cela est insuffisant pour restaurer le lien de confiance et qu’il faut relancer la participation directe des citoyens à la délibération.

D’où sa proposition de tenir des consultations annuelles à différentes strates de l’échelon local, mais aussi au niveau national, sur des sujets qui concernent le cours de la vie des Français et le destin de la Nation. “Il est intéressant de consulter les Français, mais aussi de débattre en amont. C’est tout l’intérêt de créer une culture de la consultation et de la participa-

tion citoyenne. Il faut réimpliquer chacun dans la vie démocratique du pays et considérer que nous avons tous un rôle à jouer”, a assuré Yaël Braun-Pivet, qui a rappelé être entrée en politique il y a seulement six ans.

Interrogée sur le recours au 49.3, elle a souligné que cet outil avait été utilisé par le Gouvernement pour permettre l’adoption de trois textes. “Mais nous avons adopté à l’Assemblée nationale plus d’une cinquantaine de textes par la voie normale”, a-t-elle rappelé, avant de répondre à des questions d’étudiants de Sciences Po Saint-Germain, qui participaient à l’élaboration de l’émission du jour.

Les dotations de l’État en chute libre

Pierre Bédier, président du département des Yvelines, était également présent, avec son homologue des



Yaël Braun-Pivet et Jacques Kossowski, président de l'Association des maires des Hauts-de-Seine, sur le stand des pompiers.

Hauts-de-Seine, Georges Siffredi, pour remettre les trophées du prix interdépartemental de l'innovation urbaine. L' élu yvelinois a notamment déploré la perte d'autonomie fiscale des collectivités. "Les dotations de l'État, l'aide qu'il est censé apporter à chaque citoyen dans chaque commune, sont en chute libre depuis très longtemps. L'État n'a pas pour autant donné de liberté fiscale aux communes, il l'a, au contraire, amoindrie", a-t-il pointé.

Valérie Pécresse, présidente de la Région, a également fait le déplacement. Il faut dire qu'elle est, par ailleurs, élue au conseil municipal de Vélizy-Villacoublay et à la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc.

"Les Yvelines vont connaître une immense transformation avec l'arrivée d'Éole, le prolongement du RER

"Les dotations de l'État, l'aide qu'il est censé apporter à chaque citoyen dans chaque commune, sont en chute libre depuis très longtemps. L'État n'a pas, pour autant, donné de liberté fiscale aux communes, il l'a, au contraire, amoindrie"

Pierre Bédier

E vers l'ouest, qui reliera à horizon fin 2026 la gare Saint-Lazare à Mantes-la-Jolie. Nous préparons cette immense transformation de la Vallée de la Seine, avec tous les maires", a-t-elle expliqué sur le plateau TV. "Ce sont des pôles gares dans chaque commune, un bouleversement pour elles, permettant de repenser les circulations, l'écologie, le logement, l'emploi", a-t-elle poursuivi.

Le financement des transports

Valérie Pécresse a aussi évoqué le Grand Paris Express, qui comprendra 330 km de métro et 70 gares. "Cela va complètement changer les modes de vie des Franciliens. Il sera possible de rejoindre Orly et Roissy, en métro notamment. Cela va bouleverser les modes de vie et les transports", a-t-elle rappelé. Mais ces infrastructures vont aussi coûter de l'argent. Aussi, un "accord



Yaël Braun-Pivet et Valérie Pécresse.

historique" sur le financement des transports franciliens entre 2024 et 2031 a été signé il y a peu avec le ministre des Transports, Clément Beaune, comprenant notamment l'inscription de l'augmentation de la contribution des entreprises dans la loi de finances 2024.

Un accord a aussi été trouvé avec les collectivités locales. "Certains disaient vouloir faire payer les usagers. Mais le passe Navigo à 120 euros, ce n'est pas mon modèle. Nous gardons l'idée d'un modèle à la française où les usagers paient leur part. Donc le passe augmentera, mais de manière raisonnable", a assuré Valérie Pécresse.

Elle a indiqué préparer un bouclier tarifaire pour les usagers, avec une cotisation qui sera limitée à au niveau de l'inflation, +1 % jusqu'en 2031.

Concernant la contribution des Départements, ce sera le niveau de l'inflation +2 %, dans un premier temps (entre 2024 et 2028). La Ville de Paris a toutefois refusé l'accord. "Les Départements viennent d'accepter

l'accord que je viens de proposer, c'est 470 millions d'euros supplémentaires que je mets sur la table, pour les Départements et la Ville de Paris aussi", a-t-elle conclu. ■

Quentin Clauzon

